

2019
RAPPORT ANNUEL



MIGA

Multilateral Investment
Guarantee Agency

WORLD BANK GROUP



Que fait la MIGA ?

Les investisseurs privés apportent non seulement des financements, mais aussi des solutions, au profit des projets exécutés dans les pays en développement. Pour autant, ils peuvent hésiter à investir dans ces pays en raison des risques non commerciaux qu'ils présentent.

La MIGA, une institution du Groupe de la Banque mondiale, veut maximiser son impact sur le développement et s'attache à promouvoir des projets viables sur le plan économique, environnemental et social. La MIGA aide les investisseurs à atténuer les risques que présentent les restrictions à la convertibilité et aux transferts monétaires, les ruptures de contrat par les États, l'expropriation de même que la guerre et les troubles civils ; elle offre également une amélioration des termes des crédits.

Ces six dernières années, le portefeuille de la MIGA a doublé, permettant à près de 50 millions de personnes d'avoir désormais accès à l'électricité et aux gouvernements des pays de destination de recouvrer 3,9 milliards de dollars par an sous forme d'impôts et de redevances grâce à des projets soutenus par la MIGA.

Engagements mondiaux

10,7 milliards
de dollars
Amérique
Latine
et Caraïbes

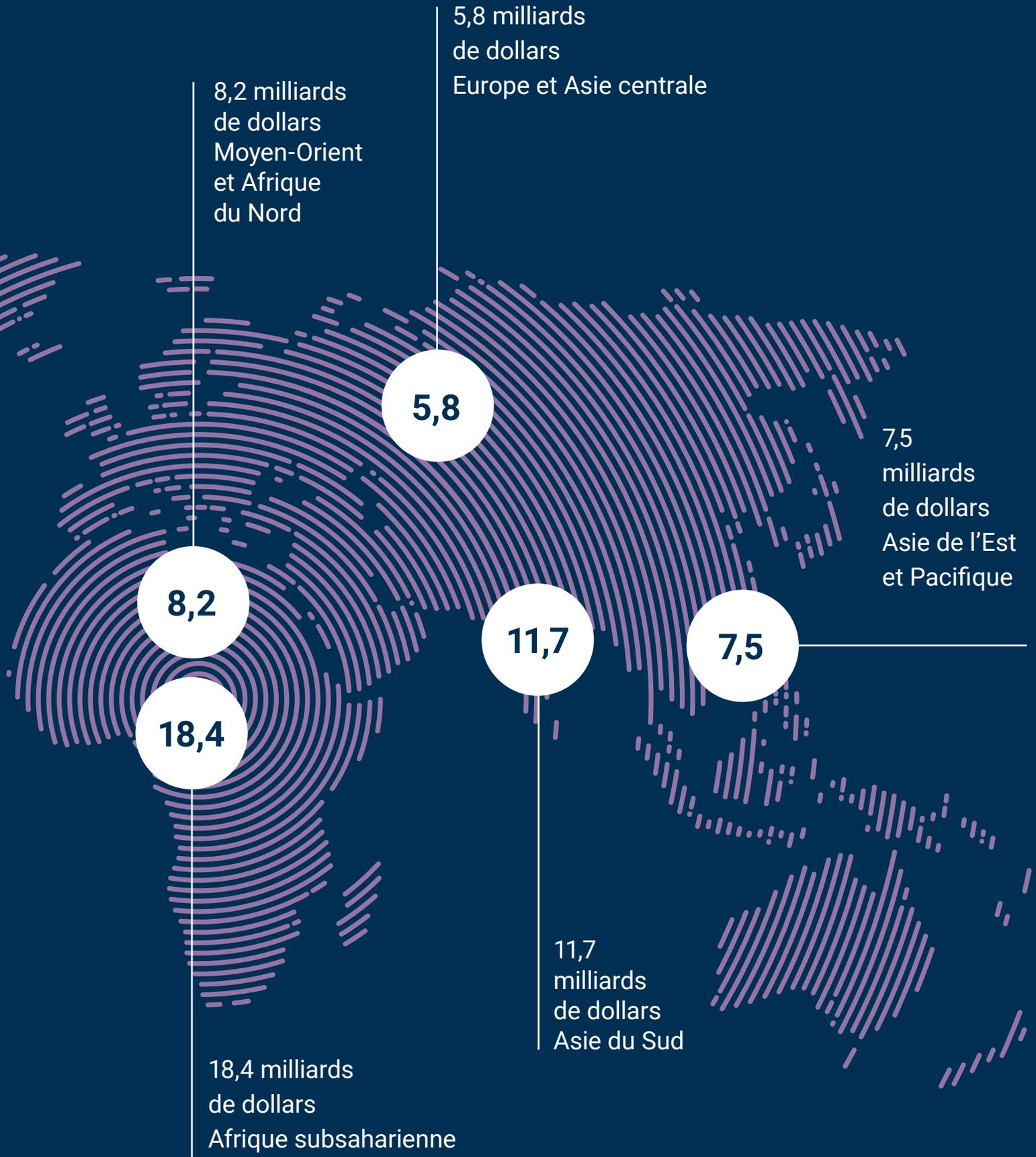
Le Groupe de la Banque mondiale a continué d'apporter une aide importante aux pays en développement durant l'exercice écoulé, et l'institution s'est attachée à obtenir des résultats plus rapidement, se rendant encore plus utile à ses clients et à ses partenaires et apportant des solutions de niveau mondial à des problèmes locaux.

Au total, 62,3 milliards de dollars

de prêts, dons, prises de participation et garanties en faveur de pays partenaires et d'entreprises privées.*

* Le montant total inclut les projets multirégionaux et mondiaux.
La répartition par région tient compte de la classification des pays par la Banque mondiale.

10,7



Message du Président



Notre mission de développement est claire : promouvoir une prospérité partagée et mettre fin à l'extrême pauvreté. Les défis demeurent pressants. Dans de nombreux pays, la pauvreté recule plus lentement et augmente parfois même, tandis que la croissance et les investissements demeurent insuffisants pour relever les niveaux de vie. Les pays les plus pauvres ont de graves difficultés à réaliser des progrès essentiels dans le domaine du développement qui tiennent, notamment, à de graves carences dans les domaines de l'approvisionnement en eau potable, de l'alimentation en électricité, de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de la compétitivité du secteur privé ; aux entraves à la pleine inclusion des femmes dans la vie économique et sociale, en même temps qu'à la poursuite de politiques qui, trop souvent, favorisent les élites au lieu de créer des possibilités d'emploi et d'aider les plus nécessiteux ; à l'urgence des défis environnementaux et climatiques ; et à la montée d'un endettement qui n'a aucun effet positif réel.

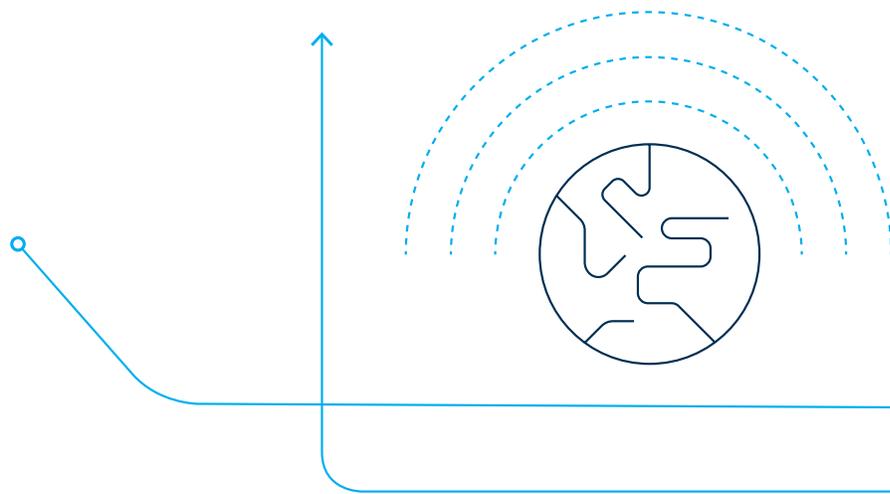
La croissance économique a été le principal moteur de la réduction de la pauvreté dans le monde. Ses avantages n'ont toutefois pas été répartis dans la plupart des pays, en particulier ceux qui sont tributaires de ressources naturelles — elle a bien contribué à relever le niveau moyen des revenus, mais n'a pas accru leur valeur médiane, ni amélioré le sort des 40 % les plus pauvres de la population. Maintenant que la croissance se ralentit à l'échelle mondiale, la progression des revenus médians est léthargique dans bien des régions et baisse dans la plupart des pays pauvres. Dans les pays à revenu intermédiaire, ce ralentissement érode le niveau de vie des membres de la classe moyenne qui sont nombreux à basculer dans la pauvreté. Il sera de ce fait encore plus difficile d'atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030, et nous risquons de ne pouvoir atteindre notre but primordial qui est de réduire

la pauvreté.

Les montants engagés par le Groupe de la Banque mondiale pour aider les pays à améliorer leurs résultats dans le domaine du développement se sont chiffrés à près de 60 milliards de dollars pour l'exercice clos le 30 juin 2019. Étant donné les piètres perspectives d'investissement dans de nombreux pays en développement et le risque de récession que court l'Europe, il est devenu encore plus impératif pour le Groupe de la Banque — BIRD, IDA, IFC et MIGA — d'accroître son efficacité et son impact.

Les institutions qui forment le Groupe disposent, conjointement, des outils nécessaires pour s'attaquer aux défis qui s'annoncent dans le monde. Grâce au programme d'augmentation et de réforme du capital de la BIRD et d'IFC approuvé par le Conseil des Gouverneurs en octobre 2018, ces deux institutions disposeront d'une capacité de financement supplémentaire et feront l'objet de réformes institutionnelles et financières conçues pour assurer la viabilité financière à long terme de la BIRD. Cette dernière a continué de renforcer sa gestion financière en mettant en place un cadre de viabilité financière établissant, notamment, un plafond de financement annuel pour assurer la durabilité de ses opérations. Une solide dix-neuvième reconstitution des ressources de l'IDA (IDA-19) en décembre 2019 accroîtra la mesure dans laquelle nous pourrions faciliter l'obtention de bons résultats en matière de développement et l'amélioration des niveaux de vie des habitants les plus pauvres de la planète.

Nous privilégions la poursuite de programmes sélectifs et productifs pour améliorer la croissance et le développement. Les engagements de la BIRD ont dépassé 23 milliards de dollars durant l'exercice écoulé. Ceux de l'IDA, qui accorde des dons et des crédits faiblement rémunérés aux 75 pays les plus pauvres du monde, se



sont chiffrés à 22 milliards de dollars, dont presque huit milliards de dollars sous forme de dons. Conjointement, ces programmes de la Banque ont aidé un plus grand nombre de pays à se rapprocher de leurs objectifs de développement prioritaires.

La demande d'investissement dans le capital humain a continué de s'accroître durant l'exercice, signe de l'importante contribution que ce type de financement peut avoir à la promotion d'une croissance sans exclusive à long terme et à la réduction de la pauvreté. Plus de 60% des opérations de la Banque ont contribué à lutter contre les disparités entre les hommes et les femmes et à encourager la pleine inclusion de ces dernières dans la vie économique et dans la société. Plusieurs sociétés jusque-là fermées autorisent l'apport d'améliorations bienvenues à la situation juridique, économique et sociale des filles et des femmes. Il demeure toutefois impératif d'aller bien plus loin dans cette voie.

La primauté du droit et la transparence sont de plus en plus considérées comme des éléments prioritaires du développement. Il est essentiel que la dette souveraine et les contrats assimilables à des titres de créance soient transparents pour pouvoir améliorer la qualité et la productivité de l'allocation des capitaux et des nouveaux investissements.

Durant l'exercice 19, 31 % des engagements de la BIRD/IDA ont eu des avantages climatiques connexes, soit un pourcentage supérieur à la cible de 28 % fixée par la Banque pour 2020. En décembre 2018, la Banque a annoncé qu'elle avait pour but de mobiliser 200 milliards de dollars sur une période de cinq ans pour aider les pays à faire face aux problèmes climatiques et poursuivre des efforts d'adaptation tout autant que d'atténuation.

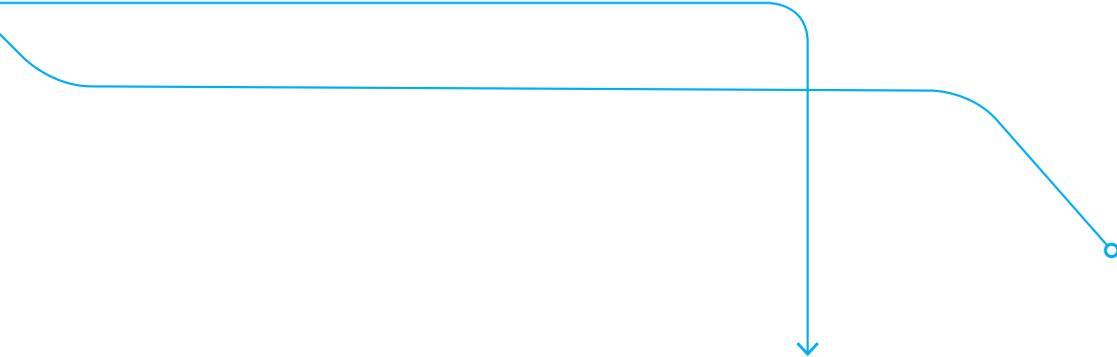
Nous voulons que les pays obtiennent de bons résul-

tats économiques et améliorent leur niveau de vie de manière générale. Notre relation avec ces derniers devra évoluer parallèlement à leur développement pour nous permettre d'orienter une proportion grandissante des financements de la BIRD vers les pays ayant des niveaux de revenu plus faibles. Par exemple, la Chine a fortement accru son PIB et son revenu médian et est devenue plus prospère ; les activités que nous poursuivons avec ce pays revêtent donc de plus en plus un caractère technique tandis que le volume des financements que nous lui accordons diminue. Les politiques mises en œuvre par la Chine évoluent rapidement de manière à améliorer les biens publics mondiaux, lutter contre les problèmes liés à l'environnement et au changement climatique, et réduire la quantité de plastique et de micro-plastique dans ses cours d'eau. La Chine, qui empruntait autrefois des montants considérables, participe maintenant au dialogue sur le développement et contribue de manière importante à l'IDA.

Nous travaillons dans des régions fragiles, comme le Sahel et la Corne de l'Afrique, pour aider les pays à construire des fondations plus solides qui offriront aux jeunes des possibilités de rester au lieu de chercher à émigrer. Les engagements de l'IDA envers les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence se sont chiffrés à huit milliards de dollars durant l'exercice 19.

De nombreux pays devront poursuivre un programme bien plus audacieux pour promouvoir la croissance du secteur privé et, ce faisant, générer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Il leur faudra, à cette fin, profondément modifier le climat de l'activité économique pour permettre au secteur privé de faire concurrence à l'État sur un pied d'égalité – condition essentielle à l'emploi, la rentabilité et l'innovation.

Le Groupe de la Banque mondiale augmente ses financements au titre des réformes économiques et



institutionnelles pour renforcer l'investissement privé et la création d'emplois dans les pays en développement. En tant que principale institution de développement internationale poursuivant ses activités dans le cadre du secteur privé, IFC crée des marchés et des opportunités pour promouvoir des investissements privés durables là où ils sont le plus nécessaires. La Société a entrepris de réorienter son action pour privilégier la poursuite d'efforts en amont et, ainsi, créer une réserve de projets financièrement viables qui accroîtront les investissements privés dans les pays les plus pauvres du monde. La MIGA est le plus important prestataire multilatéral d'assurance contre le risque politique, et a pour mission de promouvoir le développement en aidant à attirer des investissements étrangers directs dans les pays en développement. Durant l'exercice, son programme de garanties a soutenu, pour près de 30 %, des projets dans des pays IDA et des contextes fragiles, et pour près des deux tiers, des activités d'adaptation au changement climatique ou d'atténuation des effets de ce dernier.

Nous nous employons, à l'échelle de la BIRD/IDA, d'IFC et de la MIGA, à accroître nos engagements envers les pays ayant les plus faibles revenus qui s'efforcent d'améliorer leurs perspectives de développement, et d'orienter nos ressources vers les pays en proie à la fragilité, à des conflits et à la violence. Nous améliorerons notre efficacité et notre discipline budgétaire tout au long de l'année pour pouvoir consacrer de plus en plus de ressources à la réponse aux besoins de nos clients et les aider à relever les défis auxquels ils sont confrontés.

Je ne doute nullement qu'un leadership courageux et éclairé, et la poursuite de politiques résolues puissent améliorer les conditions de vie des plus défavorisés. J'ai pu moi-même constater l'urgence et l'ampleur des défis de développement durant le voyage que j'ai effectué en Afrique subsaharienne en avril. J'ai l'espoir que des progrès sont possibles, ayant pu observer les

ambitieuses réformes lancées par le Premier ministre éthiopien, M. Abiy, et son équipe, les perspectives offertes par la plus grande centrale solaire au monde construite en Égypte, la résilience de la population du Mozambique après les désastres causés par les deux cyclones qui ont balayé le pays, et l'inspiration donnée par Madagascar qui a réalisé son premier passage pacifique de pouvoirs.

Les populations des pays en développement se heurtent à des défis considérables. Le Groupe de la Banque mondiale et l'ensemble de son personnel sont déterminés à déployer tous leurs efforts et toutes leurs ressources pour collaborer avec leurs partenaires du monde entier, afin de promouvoir des politiques et des solutions qui amélioreront la vie de tous.



David Malpass
Président du Groupe de la Banque mondiale et
Président du Conseil des Administrateurs

Message des Administrateurs



Debout (de gauche à droite) :

Erik Bethel, États-Unis (Administrateur suppléant de la Banque mondiale/IFC et Administrateur de la MIGA) ; Masanori Yoshida, Japon ; Werner Gruber, Suisse ; Adrián Fernández, Uruguay ; Nathalie Francken, Belgique (Administrateur suppléant de la Banque mondiale/IFC et Administrateur de la MIGA) ; Kunil Hwang, Corée ; Jean-Claude Tchatchouang, Cameroun ; Richard Hugh Montgomery, Royaume-Uni ; Jorge Alejandro Chávez Presa, Mexique ; Koen Davidse, Pays-Bas ; Susan Ulbaek, Danemark ; Guenther Schoenleitner, Autriche (Administrateur de la Banque mondiale/IFC et Administrateur suppléant de la MIGA) ; Yingming Yang, Chine ; Roman Marshavin, Fédération de Russie ; Armando Manuel, Angola (suppléant)

Assis (de gauche à droite) :

Juergen Karl Zattler, Allemagne ; Shahid Ashraf Tarar, Pakistan ; Aparna Subramani, Inde ; Hesham Alogeel, Arabie Saoudite ; Anne Kabagambe, Ouganda ; Merza Hussain Hasan, Koweït (doyen) ; Kulaya Tantimemit, Thaïlande ; Patrizio Pagano, Italie ; Christine Hogan, Canada ; Hervé de Villeroché, France (co-doyen) ; Fabio Kanczuk, Brésil

L'exercice 19 a été marqué par un changement à la tête du Groupe de la Banque mondiale et par des réalisations majeures de l'organisation. Le Conseil des Administrateurs du Groupe a choisi à l'unanimité David Malpass comme Président pour un mandat de cinq ans qui a débuté le 9 avril 2019. Les Administrateurs de la MIGA se sont activement concertés avec la direction, et avec le Président dès le début de son mandat, sur la mise en œuvre des principales actions prévues dans la *Vision d'avenir* du Groupe de la Banque mondiale.

Nous avons discuté du rôle moteur que peut jouer le Groupe de la Banque mondiale sur des questions telles que la viabilité de la dette, les technologies de rupture et de transformation, le développement du capital humain, l'avenir du travail, l'intégration régionale et la promotion des échanges, de même que l'égalité des sexes. Nous avons insisté sur l'importance de la collaboration au sein du Groupe de la Banque mondiale en vue de la mobilisation des financements en faveur du développement. Nous avons également encouragé le renforcement des partenariats avec le secteur privé, les institutions financières, les administrations publiques et d'autres, en vue de mener des réformes destinées à améliorer la productivité et à

investir dans le capital humain et l'infrastructure, toutes choses essentielles à la réalisation du double objectif de notre organisation et des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

La concertation s'est poursuivie avec la direction sur les mécanismes de souscription et de garantie, le nouvel Outil de comparaison de la mesure de l'impact et de l'évaluation des projets, la mise en œuvre de la stratégie et des perspectives économiques, les plafonds d'engagements et l'approche axée sur le portefeuille.

Nous avons rappelé la mission de la MIGA qui consiste à générer un impact sur le développement par l'accroissement des investissements directs étrangers, notamment dans les pays IDA et les États fragiles et touchés par un conflit, et à s'attaquer au changement climatique. Dans le cadre de la stratégie de la MIGA pour les exercices 18-20, nous nous sommes félicités de l'accent mis sur ces environnements difficiles ainsi que du renforcement de la collaboration à l'intérieur du Groupe de la Banque mondiale et avec d'autres partenaires afin de produire de solides résultats en matière de développement.

Financements accordés par le Groupe de la Banque mondiale à ses pays partenaires

Engagements, décaissements et émissions brutes du Groupe de la Banque mondiale					
Par exercice, en millions de dollars	2015	2016	2017	2018	2019
GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE					
Engagements ^a	59 776	64 185	61 783	66 868	62 341
Décaissements ^b	44 582	49 039	43 853	45 724	49 395
BIRD					
Engagements	23 528	29 729	22 611	23 002	23 191
Décaissements	012	22 532	17 861	17 389	20 182
IDA					
Engagements	18 966	16 171	19 513 ^c	24 010 ^d	21 932 ^e
Décaissements	12 905	13 191	12 718 ^c	14 383	17 549
IFC					
Engagements ^f	10 539	11 117	11 854	11 629	8 920
Décaissements	9 264	9 953	10 355	11 149	9 074
MIGA					
Émissions brutes de garanties	2 828	4 258	4 842	5 251	5 548
Fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires					
Engagements	3 914	2 910	2 962	2 976	2 749
Décaissements	3 401	3 363	2 919	2 803	2 590

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, et les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires, ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Étant donné que les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires englobent tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle, lequel ne se rapporte qu'à un sous-ensemble d'activités exécutées au moyen de fonds fiduciaires.

b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires.

c. Ces chiffres incluent l'engagement et le décaissement au titre d'un don de 50 millions de dollars pour le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

d. Ce chiffre n'inclut pas les 185 millions de dollars représentant des instruments approuvés au titre du Guichet de promotion du secteur privé d'IFC et de la MIGA établi dans le cadre d'IDA-18, dont des engagements de l'IDA à hauteur de 36 millions de dollars sous forme de garanties et 9 millions de dollars sous forme de produits dérivés.

e. Ce chiffre n'inclut pas les 393 millions de dollars représentant des instruments approuvés au titre du Guichet de promotion du secteur privé d'IFC et de la MIGA établi dans le cadre d'IDA-18, dont des engagements de l'IDA à hauteur de 106 millions de dollars sous forme de garanties, 25 millions de dollars sous forme de produits dérivés et 1 million de dollars sous forme de financement d'une prise de participation liée à ce guichet.

f. Engagements à long terme pour le propre compte d'IFC. N'inclut pas les financements à court terme ou les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

Les institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des plus importantes sources mondiales de financement et de connaissances pour les pays en développement. Il est composé de cinq institutions qui partagent la détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

BIRD

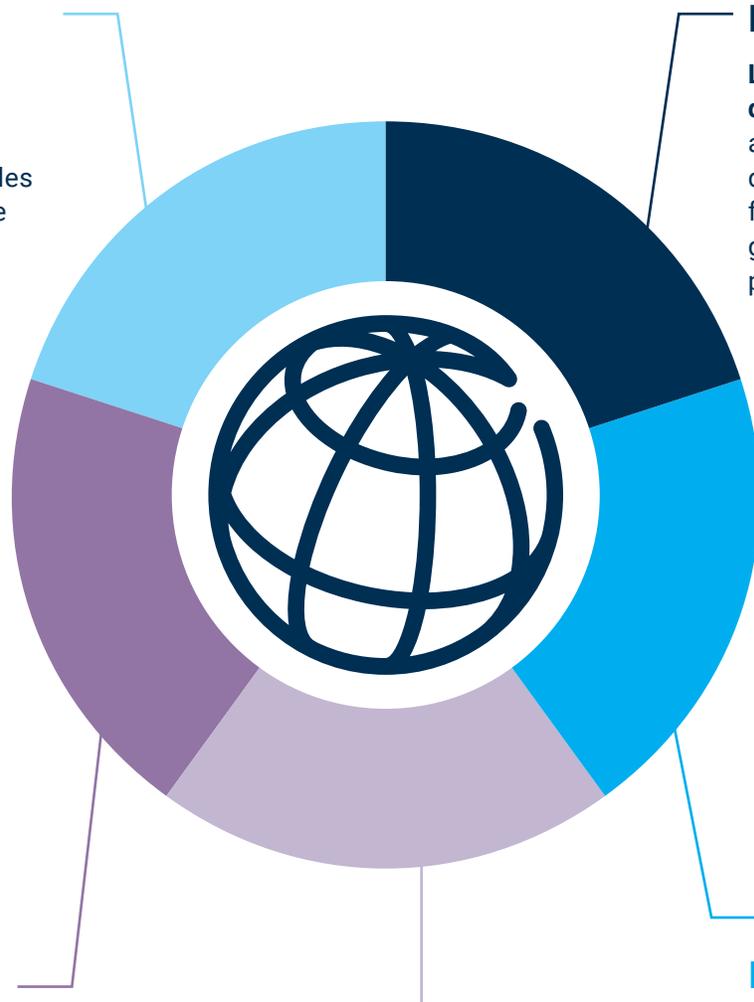
La Banque internationale pour la reconstruction et le développement

prête aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.

IDA

L'Association internationale de développement

accorde des financements à des conditions extrêmement favorables aux gouvernements des pays les plus pauvres.



CIRDI

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

fournit des facilités internationales pour l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements.

IFC

La Société financière internationale

fournit des prêts et des services-conseil et procède à des prises de participation afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

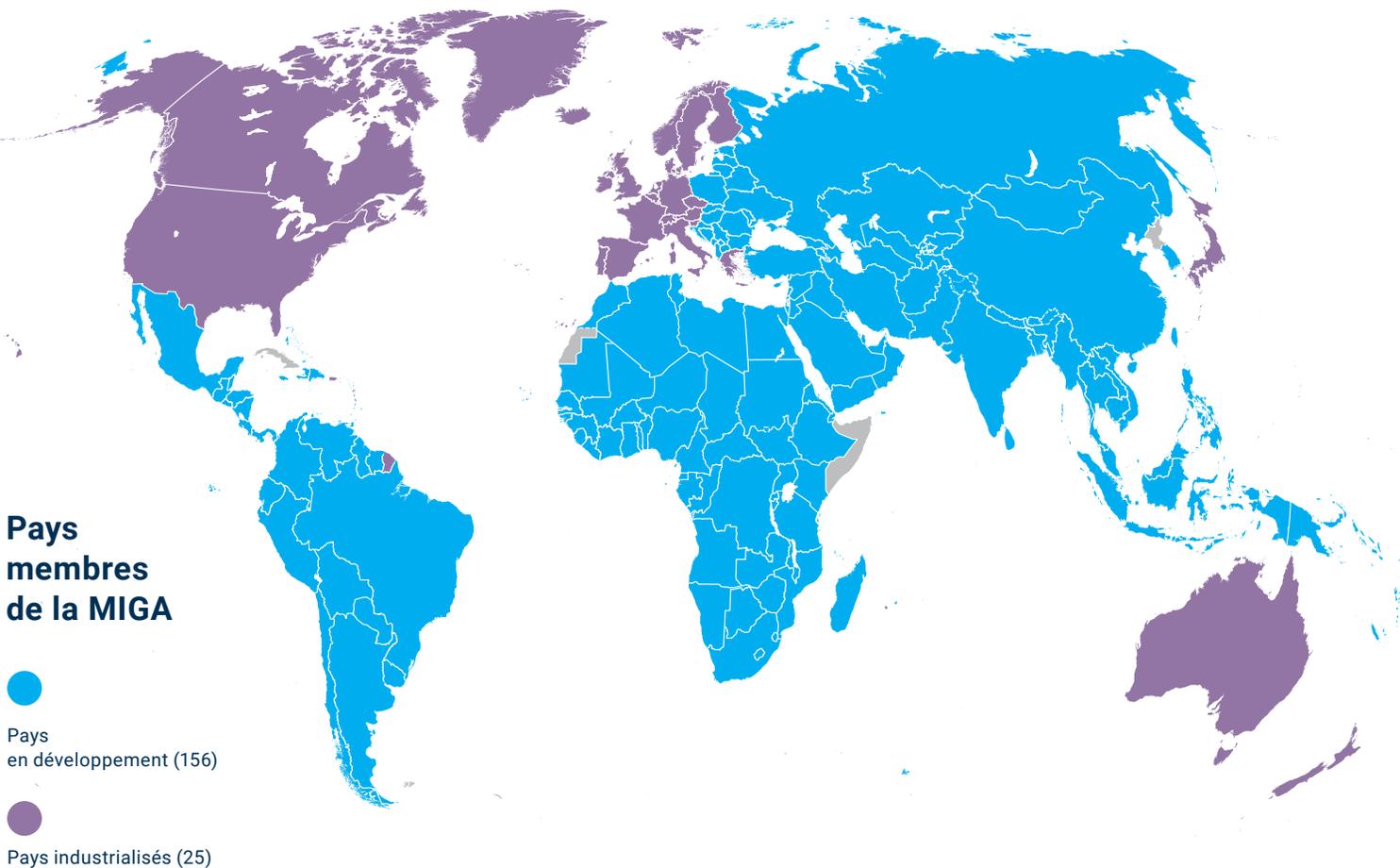
MIGA

L'Agence multilatérale de garantie des investissements

fournit des assurances contre les risques politiques et des services d'amélioration des termes du crédit aux investisseurs et prêteurs afin de favoriser les investissements directs étrangers dans les économies émergentes.

L'action de la MIGA dans le monde

Les projets soutenus par la MIGA devraient permettre d'atteindre des résultats à fort impact dans tous les secteurs à travers le monde¹.



Afghanistan

3 000

paysans touchés

Arménie

290 000

personnes ont accès à l'électricité ou bénéficient d'une meilleure distribution

Bangladesh

9,7 millions

de personnes ont accès à l'électricité ou bénéficient d'une meilleure distribution

Cameroun

1,2 million

de personnes ont accès à l'électricité ou bénéficient d'une meilleure distribution

Égypte

1 million

de tonnes d'émissions d'équivalent CO₂ évitées par an²

Jordanie

7,4 millions

de passagers aériens transportés par an

Liban

24 millions

de dollars de produits achetés localement par an

Namibie

34 000

personnes ont accès à l'électricité ou bénéficient d'une meilleure distribution

Pakistan

33,6 millions

de dollars d'impôts locaux et de redevances versés par an

Turquie

21,5 millions

de patients consultés

¹ Exercices 14–19.

² La quantification des émissions de gaz à effet de serre (GES) évitées a débuté au cours de l'exercice 17.

Message de Keiko Honda

Vice-présidente exécutive
et directrice générale



L'impact sur le développement est au cœur de l'action de la MIGA. Guidés par la mission du Groupe de la Banque mondiale qui consiste à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée, nous voulons être certains que les projets que nous soutenons bénéficient à tous les habitants de la planète.

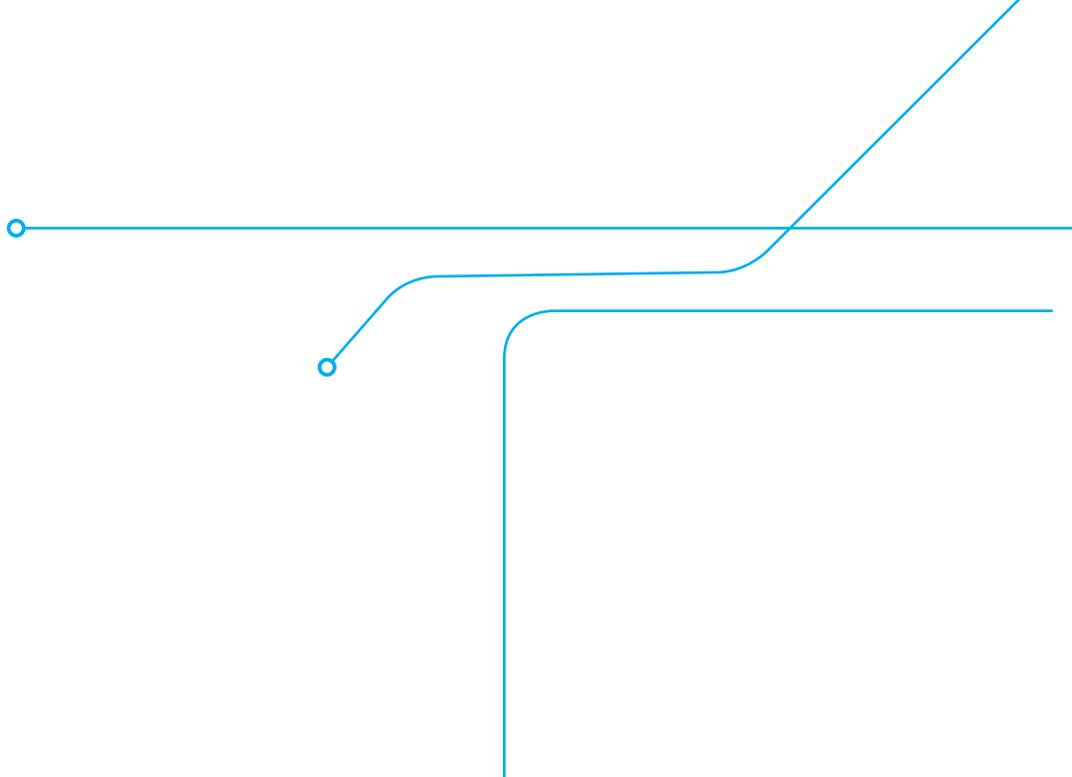
Au cours de l'exercice 19, nous avons octroyé des financements pour un montant de 9,3 milliards de dollars et émis de nouvelles garanties à hauteur de 5,5 milliards de dollars – deux fois plus qu'il y a six ans. De surcroît, notre portefeuille dans les pays IDA (à faible revenu) et les États fragiles a doublé par rapport à la situation il y a six ans. Un tiers de nos engagements bruts au titre de l'assurance contre le risque politique a bénéficié aux Pays IDA ou aux États fragiles, grâce au doublement au cours des six dernières années de l'encours de nos garanties qui s'élève aujourd'hui à 23,3 milliards de dollars. Et ce, en dépit du faible nombre de projets dignes d'investissements dans le monde et de la baisse continue des investissements directs étrangers (IDE) en direction des pays IDA et des États fragiles.

Notre portefeuille sur le climat a également doublé au cours de la même période et représente 62 % des projets que nous avons soutenus cette année. Nous avons soutenu des projets liés au climat dans les pays suivants : Afghanistan, Afrique du Sud, Cameroun, Malawi, Namibie, Ouganda et République arabe d'Égypte.

Les projets que nous avons accompagnés au cours des six dernières années contribueront à fournir l'accès à l'électricité à près de 50 millions de personnes, à générer 3,9 milliards d'impôts et de redevances par an au profit des pays hôtes et à éviter environ 7,4 millions de tonnes d'émissions d'équivalent CO₂.

Parmi les projets que nous avons soutenus dans les États fragiles et les pays IDA au cours de l'exercice 19 figure la construction en Sierra Leone d'une usine de transformation agro-industrielle, qui exportera des produits dans le monde entier et créera plus de 3 000 nouveaux emplois. En outre, le premier centre d'affaires vert jamais créé à Djibouti, dans le cadre d'un projet que nous avons soutenu, a reçu la certification du programme EDGE au cours du même exercice.

Les solides partenariats que nous avons noués au cours de l'exercice 19 nous ont permis de concrétiser nos engagements. Nous avons étroitement collaboré avec IFC sur un projet conjoint de transformation des raisins en Afghanistan, de même qu'avec la Banque mondiale et IFC sur des projets de production d'électricité au Cameroun et en Ouganda. Nous avons également apporté notre contribution à de nombreux Diagnostics-pays systématiques et Cadres de partenariat-pays préparés par le Groupe de la Banque mondiale et participé aux efforts de coordination régionale. Nous nous investirons encore plus cette année dans les initiatives stratégiques en amont et les projets en aval.



En octobre 2018, conformément à la recommandation du Groupe d'éminentes personnalités du G20 sur la gouvernance financière mondiale préconisant que les banques multilatérales de développement fassent systématiquement appel à la MIGA en tant qu'assureur mondial contre les risques liés au financement du développement, nous avons standardisé les modèles de nos contrats de garantie (disponibles à l'adresse www.miga.org). Nous avons aussi renforcé nos partenariats avec plusieurs banques multilatérales de développement par la signature de protocoles d'accord.

Pour l'avenir, nos atouts nous permettront d'accroître notre impact sur le développement en poursuivant notre action dans les pays admis à bénéficier des concours de l'IDA et les États en situation de fragilité, et en continuant de financer l'action climatique, tout en restant au service de tous les clients et en renforçant notre collaboration avec la Banque mondiale et IFC. Au regard des résultats concluants de la mise à l'essai cette année de notre système pilote d'évaluation ex-ante de l'impact sur le développement (« IMPACT »), nous mettons aussi tout en œuvre pour que ce système devienne pleinement opérationnel au cours de l'exercice 20.

Je suis fier de ce que la MIGA a accompli au cours de l'exercice 19 et je me réjouis à la perspective d'une nouvelle année tout aussi fructueuse pour notre institution. Je remercie nos Gouverneurs, nos Administrateurs, les investisseurs privés et les partenaires de leur collaboration constante.



Keiko Honda
Vice-présidente exécutive et directrice générale de
l'Agence multilatérale de garantie des investissements

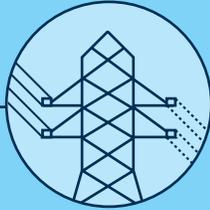
Résultats attendus sur le plan du développement pour les exercices 14-19

Contribution de la MIGA à la réalisation des Objectifs de développement durable

49,8 millions

de personnes ont accès à l'électricité

POWER: ACCESS



3,9 milliards de dollars

d'impôts locaux et de redevances par an

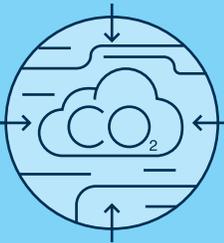
RECETTES FISCALES



7,4 millions

de tonnes métriques évitées¹ par an

RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE



21,5 millions

de patients consultés

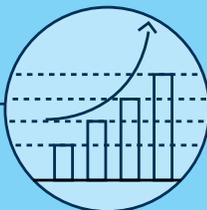
ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ



2,1 milliards

de produits achetés localement par an

ÉCONOMIES EN EXPANSION



17,3 milliards de dollars

de financement au profit des PME

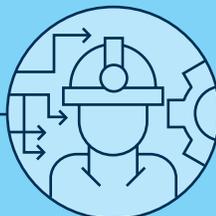
ACCÈS DES PME AU FINANCEMENT



1 166 600

emplois directs créés²

EMPLOIS



Note: Résultats attendus à compter de l'émission du contrat. PME désigne les petites et moyennes entreprises.

¹ Les émissions de gaz à effet de serre évitées sont comptabilisées à partir de l'exercice 17.

² Emplois permanents et temporaires.



Projets phares : examen détaillé des résultats de la MIGA sur le plan du développement pour l'exercice 19

La MIGA s'attache à maximiser son impact sur le développement en promouvant des projets viables sur le plan économique, environnemental et social. Depuis sa création en 1988, la MIGA a émis des garanties pour un montant de plus de 55 milliards de dollars dans 114 pays en développement. Elle apporte aussi son appui à de nombreux programmes d'envergure régionale et mondiale dans les pays membres.



Sierra Leone

Production de fruits tropicaux

La MIGA a émis des garanties pour un montant de 36 millions de dollars destinés à la conception, la construction et l'exploitation d'une usine de transformation de fruits dans la province méridionale de la Sierra Leone. Les ananas et d'autres fruits tropicaux seront cultivés, récoltés et transformés pour être exportés dans le monde entier. La MIGA offre à *Dole Asia Holdings*, une succursale de la Société ITOCHU, une couverture contre le risque d'expropriation et de rupture de contrat d'une durée pouvant aller jusqu'à 10 ans, afin de protéger son investissement dans la société *Sierra Tropical Limited*. Ce projet, fondé sur l'approche dite « de la ferme à la fourchette », devrait créer environ 13 000 emplois directs et indirects, promouvant ainsi l'économie locale et contribuant à la diversification économique. De surcroît, il offrira des possibilités de formation technique et professionnelle au personnel et permettra parallèlement la création d'une nouvelle infrastructure communautaire, notamment une école et un dispensaire. Le projet témoigne de l'appui que prête la MIGA à des initiatives porteuses de transformations dans les pays IDA. Outre ses propres ressources, la MIGA a fait appel au Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA pour offrir un dispositif de couverture des premières pertes au profit du projet.

Sierra Tropical Ltd créera environ **13 000 emplois**, ce qui devrait promouvoir l'économie locale et contribuer à la diversification économique.



Malawi

Production d'électricité solaire

Au cours de l'exercice 19, la MIGA est intervenue pour la première fois au Malawi en accompagnant la conception, la construction et l'exploitation d'une nouvelle centrale solaire photovoltaïque de 60 mégawatts à Salima, une province de la région centrale du pays. Des contrats de garantie des prises de participation d'un montant de 58,6 millions de dollars ont été signés avec *JCM Power International* et *InfraCo Africa Ltd*. La centrale deviendra l'une des premières installations de production indépendante d'énergie du Malawi, dotant ainsi ce pays d'une nouvelle source de production énergétique. En effet, les taux d'électrification y sont parmi les plus faibles au monde et 98 % de la capacité totale de production dépend d'une énergie hydroélectrique de plus en plus vulnérable aux effets du changement climatique. Le projet est un exemple de la manière dont la MIGA a utilisé, pour la première fois, le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA comme un dispositif de couverture des premières pertes afin d'attirer des investisseurs privés vers un nouveau marché.

La centrale solaire de Salima ajoutera 140 gigawattheures d'électricité chaque année au Malawi où les taux d'électrification sont parmi les plus faibles du monde.



Cameroun

Production d'énergie propre

Actuellement, la capacité de production installée du Cameroun, qui est de 1 200 mégawatts, est insuffisante pour satisfaire une demande qui progresse de 7 % par an. La demande de pointe devrait quadrupler d'ici à 2035. Pour aider le pays à faire face à cette perspective, la MIGA a émis des garanties d'un montant de 164,5 millions d'euros au profit de la centrale hydroélectrique de Nachtigal. D'une capacité de 420 mégawatts, la centrale de Nachtigal accroîtra de près de 30 % la capacité de production installée du Cameroun et procurera en outre d'importants avantages connexes sur le plan climatique et du développement. La centrale fournira de l'électricité à plus de 450 000 consommateurs et créera environ 27 000 emplois directs et indirects. Elle permettra aussi d'éviter 41 millions de tonnes d'émissions d'équivalent CO₂ au cours des 40 prochaines années. La centrale hydroélectrique de Nachtigal est un exemple de collaboration des institutions du Groupe de la Banque mondiale pour aider le Cameroun à atteindre son objectif de production d'une énergie propre. Les garanties offertes à la fois par la Banque mondiale et la MIGA ainsi que le financement d'IFC sous forme de prise de participation et de prêt ont été déterminants dans la réalisation de la centrale de Nachtigal.

La centrale hydroélectrique de Nachtigal fournira de l'électricité à plus de **450 000 consommateurs** et créera environ **27 000 emplois**.



Égypte

Parc éolien historique

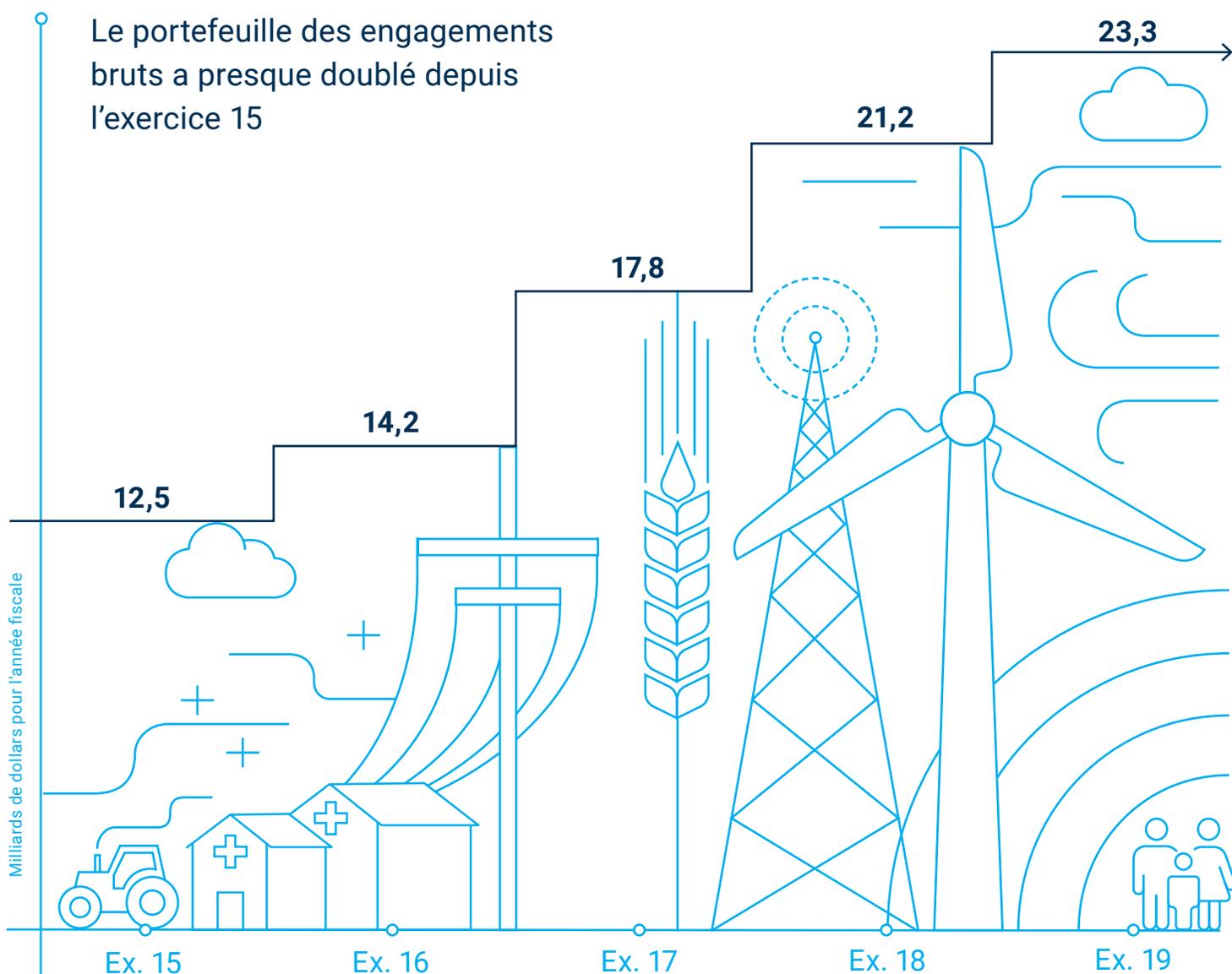
La MIGA a signé un accord pour la fourniture de garanties d'un montant de 122 millions de dollars à la société *Lekela* en vue de la construction d'un parc éolien d'une capacité de 252 mégawatts à West Bakr, dans le gouvernorat de la mer Rouge en Égypte. Ce projet vise à stimuler la production d'énergie propre, de réduire les coûts de production et de diversifier l'offre d'énergie dans le pays. La ferme éolienne de West Bakr devrait produire plus de 1 000 gigawattheures par an à un tarif bien inférieur au coût moyen de production en Égypte. Elle fournira de l'électricité à plus de 350 000 foyers et évitera plus de 550 000 tonnes d'émissions d'équivalent CO₂ par an. Le parc s'inscrit dans le cadre des projets « BOO » (construction-propriété-exploitation) de l'État et il contribuera considérablement à la réalisation de l'objectif de production de 20 % d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables d'ici à 2022.

Le parc éolien de West Bakr fournira de l'électricité à plus de **350 000 foyers** et évitera plus de **550 000 tonnes** d'émissions d'équivalent CO₂ par an.

Bilan des activités et des opérations

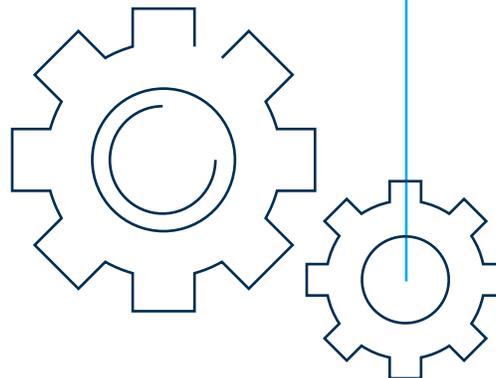
La MIGA a pour objectif d'attirer des investissements transfrontaliers vers les économies en développement pour promouvoir la mission du Groupe de la Banque mondiale qui consiste à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée. Au cours de l'exercice 19, la MIGA a continué à faciliter les IDE dans les économies en développement en offrant des produits de garantie adaptés aux besoins spécifiques de chaque projet et de chaque promoteur.

Durant l'exercice 19, la MIGA a émis de nouvelles garanties pour le montant record de 5,5 milliards de dollars en faveur de 37 projets, ce qui représente une augmentation de 6 % par rapport aux 5,3 milliards de dollars engagés au cours de l'exercice 18, et près du double des 2,8 milliards de dollars sous forme de garanties émises au cours de l'exercice 15. Au total, 81 % des projets soutenus au cours de l'exercice 19 portaient sur au moins un des domaines stratégiques prioritaires de la MIGA : les pays admis à bénéficier des financements de l'IDA, les États fragiles et touchés par un conflit et le changement climatique.





Domaines stratégiques prioritaires de la MIGA



Pays IDA et États fragiles et touchés par un conflit

Au cours de l'exercice 19, la MIGA a émis des garanties pour un montant total de 1,1 milliard de dollars en faveur des pays admis à bénéficier des financements de l'IDA et des États fragiles et touchés par un conflit. En réussissant à attirer des investissements privés dans ces environnements plus difficiles, la MIGA a pu générer un impact supplémentaire sur le développement et aider ces pays à se rapprocher de leurs objectifs en la matière. L'ensemble des projets devrait permettre de créer 8 000 emplois directs, de fournir de l'électricité ou d'améliorer la distribution au profit de plus de 2 millions de personnes et d'aider à éviter 1 million de tonnes d'émissions d'équivalent CO₂ par an.

À titre d'illustration, des garanties pour un montant de 36 millions de dollars ont été émises pour soutenir la construction d'une nouvelle usine de transformation des produits alimentaires en Sierra Leone, ce qui a aidé à diversifier l'économie et à créer des emplois dans le pays. La MIGA a également engagé 35,5 millions de dollars sous forme de garanties en faveur de *Butec Utility Services* en vue d'améliorer et d'élargir la distribution d'électricité au profit de 2 millions de personnes au Liban. Au cours de l'exercice 19, la MIGA a aussi continué à faire appel au Mécanisme d'aide aux économies fragiles et touchées par un conflit (CAFEF) pour appuyer un projet de réseau de câbles à fibres optiques au Myanmar. De surcroît, la MIGA a utilisé le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA pour protéger ses engagements dans des États fragiles et touchés par un conflit comme l'Afghanistan, le Malawi, Myanmar et la Sierra Leone.

Changement climatique

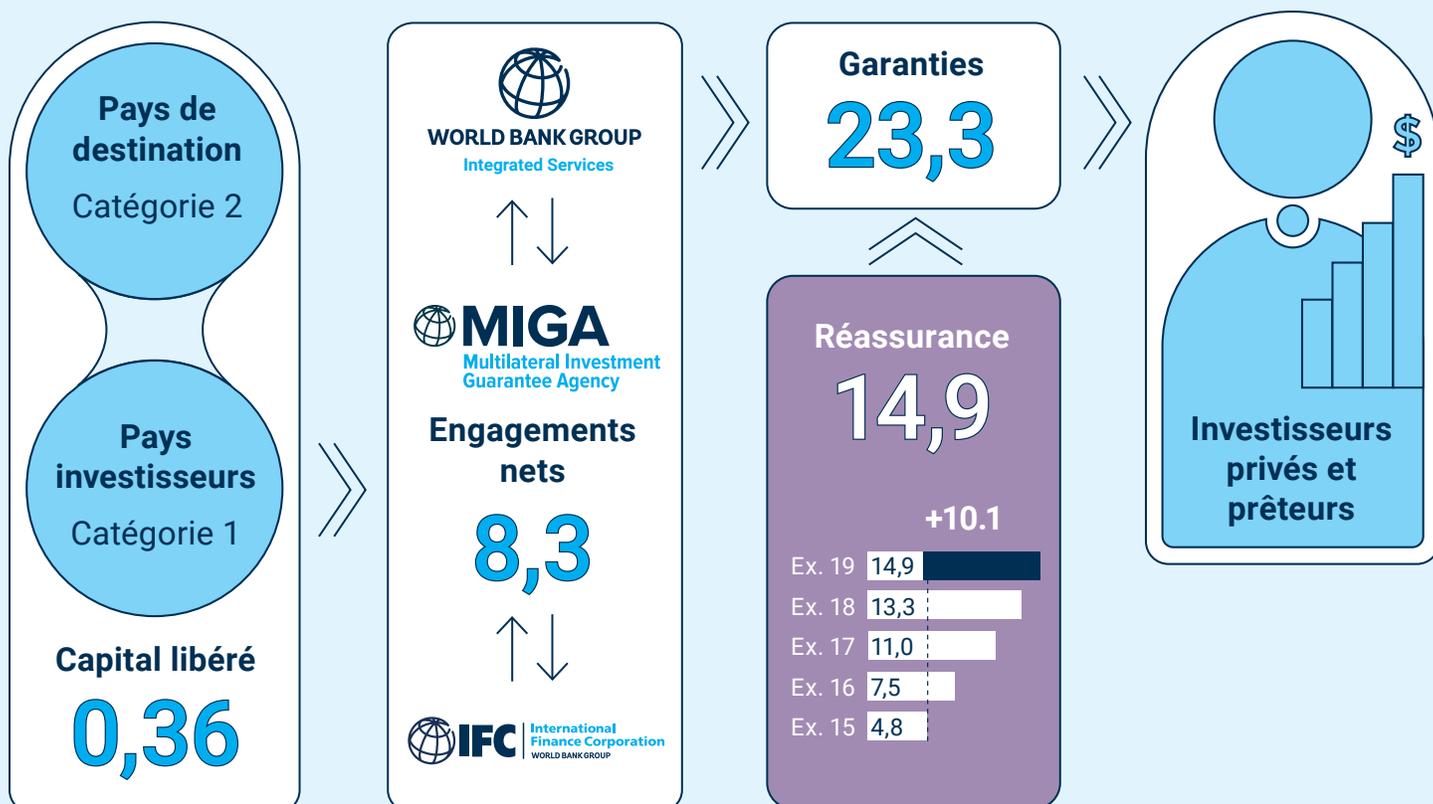
Le changement climatique demeure une priorité comme indiqué dans la stratégie 2020 de la MIGA. Ces six dernières années, la MIGA a doublé son portefeuille sur le climat. Au total, 62 % de l'ensemble des projets financés au cours de l'exercice 19 visaient l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation face à l'évolution du climat, et 73 % d'entre eux portaient sur les énergies renouvelables. C'est l'Afrique subsaharienne qui a été la principale bénéficiaire de l'appui de la MIGA en matière d'énergies renouvelables : un montant de 137,1 millions de dollars a été engagé en faveur de 12 centrales d'énergie solaire, notamment l'énergie solaire concentrée, en Namibie et en Afrique du Sud ; et au Cameroun, les garanties offertes par la MIGA ont permis la réalisation du projet hydroélectrique de Nachtigal, un exemple de collaboration des institutions du Groupe de la Banque mondiale pour un impact réel sur le terrain. Il y a aussi lieu de noter qu'au cours de l'exercice 19, des projets respectueux du climat ont été exécutés dans des pays IDA et des États fragiles et touchés par un conflit, notamment une usine de transformation de raisins secs en Afghanistan et la première installation de production indépendante d'énergie solaire au Malawi. Ces projets visent à intégrer le financement de l'action climatique et à attirer les investissements privés vers des marchés plus difficiles.

Au cours de l'exercice 19, la MIGA a aussi aidé ses clients du secteur financier à développer leurs procédures en vue de suivre les investissements dans les projets climatiques, recenser lesdits investissements et en rendre compte. S'appuyant sur un prêt garanti par la MIGA, les intermédiaires financiers se sont engagés à investir 50 millions de dollars dans le financement de l'action climatique.

Réassurance

La réassurance joue un rôle fondamental en aidant la MIGA à utiliser son capital de façon efficiente et en réduisant autant que possible la concentration des risques. Elle contribue par ailleurs aux revenus de la MIGA en générant des commissions de cession (c'est-à-dire le pourcentage des primes cédées aux réassureurs retenu par la MIGA). Au 30 juin 2019, l'encours brut des engagements était réassuré à hauteur de 14,9 milliards de dollars (soit 64 % du total) dans le cadre de traités de réassurance proportionnelle ou facultative. Au cours de l'exercice 19, les capitaux levés grâce aux opérations de réassurance ont augmenté de 10,1 milliards de dollars par rapport à l'exercice 15.

Modèle d'exploitation de la MIGA (milliards de dollars)

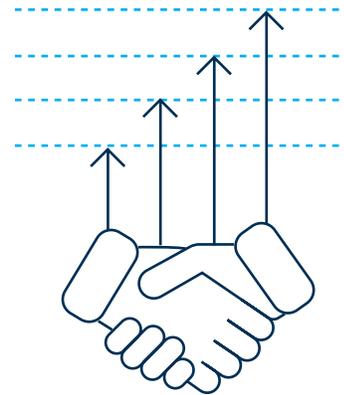


Utiliser les partenariats pour amplifier l'impact sur le développement

Collaborations de la MIGA avec les partenaires pour produire des résultats en matière de développement

Au cours de l'exercice 19, la MIGA a renforcé sa collaboration avec les partenaires, notamment les États, le secteur privé, les organisations non gouvernementales (ONG) et l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale, pour réaliser le double objectif de l'institution.

C'est ainsi qu'elle a mis à contribution son expertise en matière de couverture des risques dans des projets exécutés avec la Banque mondiale et IFC. Travaillant ensemble, les trois institutions ont pu financer plusieurs projets à fort impact sur le plan du développement, comme le projet de production d'une énergie propre au Cameroun et le projet de transformation des raisins de Rikweda en Afghanistan.



Le renforcement des partenariats avec les banques multilatérales de développement (BMD) était aussi une priorité de l'exercice 19. Conformément à la recommandation du Groupe des personnalités éminentes du G20 invitant les BMD à faire appel aux services de couverture des risques qu'offre la MIGA à travers le monde, l'institution a révisé et standardisé ses contrats de garantie. La MIGA a aussi signé plusieurs protocoles d'accord dans le cadre de la redynamisation de ses partenariats avec les BMD, notamment l'ICIEC, la Société islamique d'assurance et de crédit à l'exportation de la Banque islamique de développement ; la Banque asiatique de développement ; et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Viabilité environnementale et sociale et intégrité

La MIGA s'attache à collaborer avec ses clients pour assurer la viabilité environnementale et sociale ainsi que l'intégrité des projets qu'elle accompagne. Les vérifications préalables des aspects environnementaux et sociaux qu'entreprend la MIGA font partie d'un processus global qui permet de recenser les éventuels risques et effets environnementaux et sociaux et de convenir des mesures d'atténuation. Les clients peuvent, pour leur part, réduire les coûts de développement des projets, améliorer leur viabilité et créer de la valeur pour les entreprises. Les normes de performance de la MIGA sont appliquées aux projets conformément aux exigences de la politique de l'institution en matière de viabilité environnementale et sociale.



La MIGA s'assure régulièrement que les projets respectent ces exigences environnementales et sociales. Elle a ainsi effectué près de 88 visites sur le terrain durant l'exercice 19 aux fins de vérifications préalables des aspects environnementaux et sociaux, de suivi et d'auto-évaluation des résultats sur le plan environnemental et social. Pour se protéger des risques imprévus, la MIGA a aussi procédé au contrôle de la réputation et des actions de près de 1 000 clients et partenaires.

Les normes de performance de la MIGA

Normes de performance de la MIGA sur la viabilité environnementale et sociale

Norme de performance 1 :

ÉVALUATION ET GESTION DES RISQUES ET DES EFFETS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

La norme souligne l'importance de recenser les risques et effets environnementaux et sociaux et de gérer l'exécution de ces aspects pendant toute la durée du projet

Norme de performance 5 :

ACQUISITION DES TERRES ET RÉINSTALLATIONS FORCÉES

La norme s'applique aux déplacements physiques ou économiques résultant d'opérations foncières comme l'expropriation ou des habitats négligés

Norme de performance 2 :

EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL

La norme reconnaît que la réalisation de la croissance économique par la création d'emplois et la génération des revenus doit être conciliée avec la protection des droits fondamentaux des travailleurs

Norme de performance 6 :

PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES BIOLOGIQUES

La norme encourage la protection de la diversité biologique et la gestion ainsi que l'utilisation durables des ressources naturelles

Norme de performance 3 :

UTILISATION EFFICIENTE DES RESSOURCES ET PRÉVENTION DE LA POLLUTION

La norme reconnaît que la multiplication des activités industrielles et l'urbanisation entraînent très souvent une augmentation de la pollution de l'air, de l'eau et des sols, et qu'il est possible d'assurer une gestion efficiente

Norme de performance 7 :

POPULATIONS AUTOCHTONES

La norme vise à s'assurer que le processus de développement favorise le respect absolu des populations autochtones

Norme de performance 4 :

SANTÉ ET SÉCURITÉ DES POPULATIONS

La norme reconnaît que les projets peuvent procurer des avantages aux populations, mais aussi accroître leur exposition aux risques et effets liés aux accidents, aux défaillances structurelles et aux substances dangereuses

Norme de performance 8 :

PATRIMOINE CULTUREL

La norme vise à protéger le patrimoine culturel des effets pervers des activités des projets et à soutenir sa préservation

Les normes de performance de la MIGA

Avantages que procurent les normes de performance

CRÉATION DE LA VALEUR POUR LES ENTREPRISES

La viabilité est devenue un facteur important dans les stratégies des entreprises. Bon nombre d'entre elles reconnaissent que tenir compte des aspects environnementaux et sociaux peut leur permettre d'économiser sur les coûts, d'améliorer leur image de marque et leur réputation et de renforcer leurs relations avec les acteurs concernés.

ACCEPTABILITÉ SOCIALE DES OPÉRATIONS

Les normes de performance aident les clients à optimiser les avantages sur le plan du développement local et encouragent le civisme des entreprises. Une image de marque et une réputation positives peuvent aussi attirer de nouveaux investisseurs ou bailleurs de fonds.

EXPLOITATION DES POSSIBILITÉS OFFERTES ET PROTECTION CONTRE LES RISQUES INATTENDUS

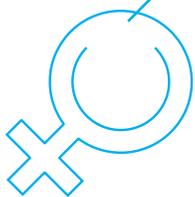
L'application des normes de performance permet aux entreprises d'identifier les risques d'interruption de l'exécution des projets et de les prévenir, de mieux protéger leur image de marque et/ou de pouvoir accéder aux marchés internationaux.

AVAL INTERNATIONAL

Les « Principes de l'Équateur », adoptés par plus de 75 des principales institutions financières mondiales des pays développés et en développement, se fondent sur les normes de performance. L'on estime que ces principes couvrent plus de 70 % des prêts au titre du financement des projets dans les marchés émergents.

AMÉLIORATION DES RÉSULTATS FINANCIERS ET OPÉRATIONNELS

L'application des normes de performance peut aider à optimiser les facteurs de production comme l'eau et l'électricité ainsi qu'à réduire les émissions, les rejets et les déchets, pour des opérations plus efficaces et plus rentables.



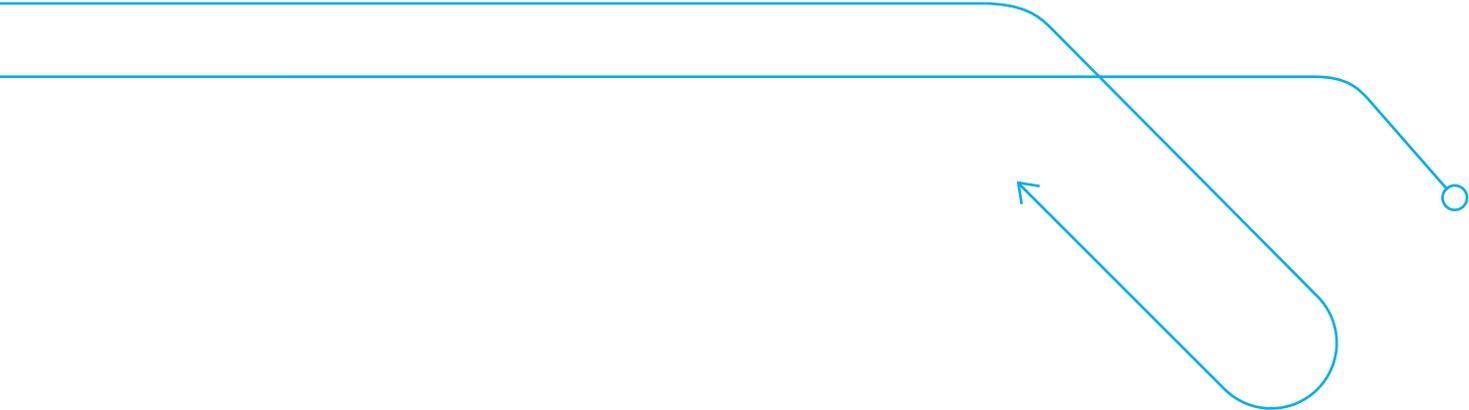
Soutien aux femmes entrepreneurs du Sénégal

L'appui apporté par la MIGA à la construction du Parc éolien de Taiba N'diaye, d'une capacité de 158,8 mégawatts, permettra la fourniture de 450 000 mégawattheures d'électricité par an à 2 millions de personnes et aidera à éviter plus de 300 000 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone par an. Il importe aussi de relever que les engagements du projet sur les aspects environnementaux et sociaux prévoient la responsabilisation des femmes dans les communautés locales.

Le promoteur du projet, Lekela Power, qui collabore avec plus de 35 associations féminines locales, aide à améliorer les conditions de vie de milliers de femmes au moyen d'initiatives variées : deux nouveaux marchés ont été construits dans la commune de Taiba N'diaye et les futures activités prévoient l'amélioration d'un moulin à grains local et l'ouverture d'un centre d'alphabétisation des femmes qui fonctionnera à l'énergie solaire.

Les deux nouveaux marchés, dont l'idée de la création est venue des représentantes des associations féminines, offrent 100 nouveaux espaces de vente et desservent deux villages dans la localité.

Avant, les femmes de la communauté avaient du mal à joindre les deux bouts, une partie de leurs produits pourrissant sous la poussière et le soleil. Les nouveaux marchés offrent désormais un espace sûr et couvert, assurant à la fois les gains économiques des vendeurs et le confort des acheteurs. Les commerçantes se réjouissent de pouvoir profiter d'un espace propre et couvert qui leur permet de mener à bien leurs activités commerciales et d'échanger et collaborer avec leurs consœurs.



Gouvernance

Le Conseil d'administration de la MIGA

Les programmes et activités de la MIGA sont guidés par un Conseil des Gouverneurs et un Conseil d'administration représentant les 181 pays membres de l'institution. Chaque pays nomme un Gouverneur et un Gouverneur suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la MIGA, mais il en délègue la majeure partie à un Conseil de 25 Administrateurs. Le droit de vote est pondéré en fonction de la part de capital du pays ou du groupe de pays que chaque administrateur représente. Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale, à Washington, pour examiner les projets de garantie des investissements, prendre les décisions nécessaires à leur sujet et superviser la politique générale d'administration de la MIGA.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site web du Conseil : <http://www.worldbank.org/en/about/leadership/governors>

Responsabilité

Groupe indépendant d'évaluation

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) évalue les stratégies, politiques et projets de la MIGA pour améliorer les résultats de l'institution sur le plan du développement. L'IEG est indépendant de la direction de la MIGA et présente ses conclusions au Conseil d'administration de la MIGA et au Comité pour l'efficacité du Développement.

Pour en savoir plus, rendez-vous le site web de l'IEG : <http://ieg.worldbankgroup.org/>

Conseiller-médiateur pour l'application des directives

Le bureau du Conseiller-médiateur pour l'application des directives de la Banque mondiale (CAO) est le mécanisme qui veille au respect de l'éthique de responsabilité par la MIGA et IFC. Il est placé sous l'autorité directe du Président du Groupe de la Banque mondiale. Le CAO répond aux plaintes des personnes touchées par les activités et projets soutenus par la MIGA et IFC, dans le but d'améliorer les résultats sociaux et environnementaux sur le terrain et de promouvoir une meilleure éthique de responsabilité au sein des deux institutions.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site web du CAO : <http://www.cao-ombudsman.org/>

Principales données financières de la MIGA

Par exercice, en millions de dollars	2015	2016	2017	2018	2019
Revenu brut des primes	128,1	139,8	179,7	210,1	237,9
Revenu net des primes^a	79,0	86,4	93,2	104,1	115,1
Charges administratives^b	44,9	48,1	51,3	51,6	57,8
Résultat d'exploitation^c	34,1	38,3	41,9	52,5	57,3
Ratio des charges administratives sur le revenu net des primes	57%	56%	55%	50%	50%

a. Le revenu net des primes est égal au revenu brut des primes et des commissions de cession moins les primes cédées aux réassureurs et les frais de courtage.

b. Les charges administratives comprennent les dépenses des régimes de pension et d'autres régimes d'avantages complémentaires de retraite.

c. Le résultat d'exploitation est égal au revenu net des primes diminué des charges administratives.

Principaux chiffres

Par exercice, en millions de dollars	2015	2016	2017	2018	2019
Capital économique total^a	705	663	592	685	717
Fonds propres	971	989	1 213	1 261	1 320
Capital d'exploitation	1 312	1 329	1 398	1 471	1 542
Engagements bruts	12 538	14 187	17 778	21 216	23 327

a. Le capital économique total est égal au capital absorbé par le portefeuille de garanties, plus le capital requis pour couvrir les risques opérationnels et les risques d'investissement. Depuis l'exercice 17, le capital économique est établi sur la base d'un nouveau modèle, de sorte que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des périodes antérieures, qui ont été établis sur la base de l'ancien modèle.

Faits marquants de l'exercice 19

Gravir des montagnes pour faire prendre conscience du changement climatique, transformer un vaste désert par le pouvoir de l'énergie éolienne, promouvoir la visibilité des femmes leaders : la MIGA a vécu une année riche en événements marquants et instants mémorables. Quelques points saillants de l'exercice 19 sont présentés ci-après.

Les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Bali-Nusa Dua (Indonésie), en octobre 2018

Les Assemblées annuelles 2018, qui se sont tenues à Bali-Nusa Dua (Indonésie), ont été l'occasion pour la MIGA de mettre en relief les progrès accomplis et de rencontrer les partenaires et les clients. Il a certes été question de la nécessité d'attirer plus d'investissements directs étrangers vers l'Indonésie, mais l'on n'a pas manqué de rappeler les garanties d'un montant de 850 millions de dollars émises par la MIGA pour des projets exécutés dans le pays. Grâce à cet apport, l'électricité a été fournie à plus de 110 000 personnes et le secteur des télécommunications a enregistré 25 millions de nouveaux abonnements.



Le Parc solaire de Benban

En février 2019, la vice-présidente exécutive et directrice générale de la MIGA, Keiko Honda, a visité le parc solaire photovoltaïque d'Aswan (Égypte). La MIGA a fourni 103 millions de dollars sous forme de garanties pour le projet, parallèlement à un financement d'IFC. Le parc, d'une superficie de 37 km², abritera 32 centrales. Lorsque toutes les centrales auront été mises en service d'ici au milieu de l'année 2019 comme prévu, elles auront une production cumulée de 1 650 mégawatts d'électricité propre. Ce parc solaire sera le plus grand au monde une fois que tous les travaux seront achevés. En mai 2019, le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, a visité le site.



Prix MIGA 2019 récompensant les femmes leaders

Le prix MIGA honore des femmes occupant de hautes fonctions managériales (directrice générale ou équivalent), se distinguant par leurs nombreuses actions en faveur de la promotion de la femme et de l'égalité des sexes et par leur contribution à la réalisation du double objectif du Groupe de la Banque mondiale, à savoir mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

En mars 2019, la MIGA a décerné le prix à Lara de Mesa, Chef du service « Banque responsable » au sein de Banco Santander Group. De Mesa occupe ce poste depuis septembre 2018. Grâce à son programme de services bancaires responsables, Santander apparaît comme l'une des banques les plus responsables dans tous les pays accueillant le Groupe (Allemagne, Argentine, Brésil, Chili, États-Unis, Mexique, Pologne et Royaume-Uni, entre autres).



Le mont Kenya

En mars 2019, Merli Baroudi, directrice chargée de l'analyse économique et du développement durable à la MIGA, s'est jointe à l'équipe du personnel du Groupe de la Banque mondiale qui a gravi le mont Kenya pour voir sur place les effets du changement climatique sur les populations ainsi que la façon dont elles s'y adaptent et participent à l'action climatique. Un représentant des autorités nationales kényanes, à savoir le responsable de la météorologie au ministère de l'Environnement et des Forêts, et l'ambassadeur des jeunes de Connect4Climate, Liatile Putsoa, faisaient aussi partie de l'expédition.



Crédit photo : Romain Levrault (@romain.levrault sur Instagram)

Les Réunions de printemps du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Washington, en avril 2019

Plus de 250 personnes ont participé à la manifestation organisée par la MIGA à l'occasion, sur le thème « Driving Private Investment to Fragile Settings ». Les discussions ont porté sur les difficultés particulières qu'éprouvent les pays en situation de fragilité à attirer des capitaux privés. Le projet Rikweda a été présenté pour mettre en évidence le dispositif innovant utilisé pour permettre aux garanties de la MIGA de mobiliser des financements privés dans le secteur de l'agro-industrie en Afghanistan. L'événement a vu la participation de David R. Malpass, président du Groupe de la Banque mondiale ; Jacob Jusu Saffa, ministre des Finances de la Sierra Leone ; Mase Rikweda, directeur général de Rikweda Fruit Processing Company ; Hartwig Schafer, vice-président pour la Région Asie du Sud à la Banque mondiale, et Keiko Honda, vice-présidente exécutive et directrice générale de la MIGA.



La retransmission en direct est disponible à l'adresse : <http://live.worldbank.org/driving-private-investment-to-fragile-settings>

Notre institution



DIRECTION DE LA MIGA

Devant, de gauche à droite :

Merli Baroudi

Directrice, analyse économique et développement durable

Keiko Honda

Vice-présidente exécutive et directrice générale

Aradhana Kumar-Capoor

Directrice et conseillère juridique

À l'arrière, de gauche à droite :

S. Vijay Iyer

Vice-président et directeur des opérations

Santiago Assalini

Directeur, gestion du risque d'entreprise

Muhamet Fall

Directeur adjoint et responsable des souscriptions, département des opérations

Sarvesh Suri

Directeur des opérations

Contacts

Équipe de direction

Keiko Honda
Vice-présidente exécutive et directrice générale
khonda@worldbank.org

S. Vijay Iyer
Vice-président et directeur des opérations
sviyer@worldbank.org

Sarvesh Suri
Directeur des opérations
ssuri1@worldbank.org

Muhamet Fall
Directeur adjoint et responsable des souscriptions,
département des opérations
mfall3@worldbank.org

Aradhana Kumar-Capoor
Directrice et conseillère juridique
akumarcapoor@worldbank.org

Santiago Assalini
Directeur, gestion du risque d'entreprise
sassalini@worldbank.org

Merli Baroudi
Directrice, analyse économique et développement durable
mbaroudi@worldbank.org

Secteurs

Nabil Fawaz
Responsable du secteur Agro-industrie
et services généraux
nfawaz@worldbank.org

Elena Palei
Responsable mondial et chef du secteur
infrastructure-télécommunications, transport et eau
epalei@worldbank.org

Chris Millward
Responsable mondial et chef du secteur Finances
et marché des capitaux
cmillward@worldbank.org

Marcus Williams
Responsable mondial et chef du secteur Énergie
et industries extractives
mwilliams5@worldbank.org

Régions

Hoda Moustafa
Responsable, Afrique
hmoustafa@worldbank.org

Olga Sclovscaia
Responsable, Europe et Asie centrale
osclovscaia@worldbank.org

Jae Hyung Kwon
Responsable, Asie du Nord
jkwon@worldbank.org

Tim Histed
Responsable, Asie du Sud et du Sud-Est
thisted@worldbank.org

Olga Calabozo Garrido
Responsable, Amérique latine et Caraïbes
ocalabozogarrido@worldbank.org

Shuichi Hayashida
Responsable, Japon
shayashida@worldbank.org

Rouzbeh Ashayeri
Responsable des souscriptions, Amérique du Nord
rashayeri@worldbank.org

Layali Abdeen
Responsable des souscriptions, Moyen-Orient
et Afrique du Nord
labdeen@worldbank.org

Lin Cheng
Représentant, Chine
lcheng1@worldbank.org

Réassurance

Marc Roex
Responsable, réassurance
mroex@worldbank.org

Demandes d'informations

migainquiry@worldbank.org



Suivez l'actualité de la MIGA sur :



[company/multilateral-investment-guarantee-agency-miga](https://www.linkedin.com/company/multilateral-investment-guarantee-agency-miga)



[@miga](https://twitter.com/miga)



[MIGAWorldBank](https://www.youtube.com/MIGAWorldBank)



WORLD BANK GROUP

THE WORLD BANK
IBRD • IDA

IFC

International
Finance Corporation

MIGA

Multilateral Investment
Guarantee Agency



Depuis sa création, la MIGA a émis des garanties d'un montant de plus de 55 milliards de dollars dans 114 pays en développement.

